

Dossier de campagne

Restons solidaires avec le Bélarus !

L'opposition de la population bélarussienne au dictateur est
mise en sourdine par la répression. Mais la résistance perdure.

Agissez pour un Bélarus libre ! → page 12

Vendredi saint
2022

PRÉFACE

Chères lectrices, chers lecteurs,

Je dois vous avouer une chose : il y a vingt ans, je savais qu'il existait une « Russie blanche » quelque part (« Weissrusland », comme ce pays était appelé dans ma langue maternelle). Dans la représentation que j'en avais, c'était un État semblable à la Russie, mais en plus blanc. Cependant, je n'avais jamais entendu parler du Bélarus. Voilà qui a bien changé. Depuis l'été 2020 au plus tard, le Bélarus a trouvé sa place dans la culture générale avec des images de fleurs, de manifestations pacifiques et de coups de matraque de policiers.



Depuis lors, les projecteurs internationaux se sont éloignés de la résistance opposée à Alexandre Loukachenko. À la faveur de ce répit, ce dernier consolide son pouvoir, la Suisse veut faire accréditer sa nouvelle ambassadrice auprès du dictateur, et on recense le millième prisonnier politique du Bélarus. Par notre campagne du Vendredi saint 2022, nous voulons témoigner notre solidarité indéfectible aux millions de Bélarussiennes et Bélarussiens qui œuvrent courageusement pour la paix et la dignité humaine dans ce pays situé au centre de l'Europe.

Katleen De Beukeleer
Responsable communication et campagnes

IMPRESSUM

Éditrice ACAT-Suisse (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, coordonnées en p. 16)
Rédaction Katleen De Beukeleer (coordination, k.debeukeleer@acat.ch), Lioba Diez (méditation pages 14-15) • **Traduction** Solenne Rocher • **Conception** Katleen De Beukeleer • **Impression** Funke Lettershop AG, Zollikofen

Image en page de couverture Photo prise lors d'une manifestation à Minsk le 30 août 2020 (par Natalia Rak sur Flickr, CC BY-NC 2.0).

Cette campagne a été réalisée en collaboration avec nos collègues de l'ACAT-Luxembourg.

TABLE DES MATIÈRES

3

Contexte

Restons solidaires
avec le Bélarus !

12

Agissez

Votre aide pour un Bélarus libre

14

Méditation

L'esprit des saintes
pour notre temps

CONTEXTE

Restons solidaires avec le Bélarus !

Un État qui inflige des traitements inhumains et n'hésite pas à torturer ? Il en est encore un en Europe. Depuis 2020, la population bélarussienne se défend pacifiquement mais avec conviction et opiniâtreté contre le dictateur de longue date, Alexandre Loukachenko. Découvrez pourquoi, au Bélarus, quasi personne ne quitte la maison sans prendre quelques affaires personnelles, comment Loukachenko utilise des personnes comme des pions et pourquoi ce pays continue de requérir notre attention – aujourd'hui peut-être plus que jamais.

Katleen De Beukeleer, responsable communication & campagnes

Pour beaucoup de gens au Bélarus, une journée normale ressemble à ceci : « Lorsque vous sortez de chez vous le matin pour vous rendre au travail, vous devez toujours emporter un sac contenant des habits propres et des affaires de toilette, pour le cas où vous seriez arrêté dans la rue et jeté en prison. Vous pourriez l'être parce que vous avez mentionné la révolution dans un message ou participé à un rassemblement. Même chez soi, on ne se sent pas en sécurité. » C'est ainsi que s'exprimait Svetlana Tikhanovskaïa, figure de proue de l'opposition bélarussienne, dans l'émission «Gredig direkt» le 1^{er} avril 2021 sur la SRF.

Cette femme sait de quoi elle parle. Au printemps 2020, son mari, le blogueur et activiste politique Sergueï Tikhanovski, a voulu se porter candidat à l'élection présidentielle au Bélarus. La commission électorale centrale le lui a cependant interdit. C'est alors que Svetlana Tikhanovskaïa, qui n'avait jamais



BÉLARUS – BÉLARUSSIEN(NE)

L'ACAT-Suisse reprend la dénomination officielle utilisée par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), à savoir « Bélarus » et non « Biélorussie ». Cette appellation montre clairement que la République du Bélarus est un État souverain qui ne fait pas partie de la Russie. Toujours pour marquer cette distinction, nous utilisons les adjectifs « bélarussienne » et « bélarussien ».



nourri d'ambitions politiques, a décidé de se présenter elle-même. La commission électorale l'a laissée faire car le président Alexandre Loukachenko pensait qu'une femme ne pouvait de toute façon pas représenter un danger pour lui. « La pauvre s'écroulerait sous le fardeau », a-t-il affirmé. Par contre, le président a fait arrêter le mari de Svetlana, qui s'est retrouvé accusé d'avoir organisé des troubles massifs à l'ordre public. Après plus d'un an et demi de détention préventive, Sergueï Tikhanovski a été condamné à dix-huit ans de colonie pénitentiaire en décembre 2021.

Une large alliance s'est formée autour de Svetlana Tikhanovskaïa, comprenant deux opposantes bien connues : Maria Kolesnikova et Veronika Zepkalo. Avant les élections du 9 août 2020, Svetlana Tikhanovskaïa a envoyé ses enfants en exil en Lituanie.

Svetlana Tikhanovskaïa lors d'une rencontre à Vienne avec le ministre autrichien des affaires étrangères le 8 octobre 2020.

À ce jour, le Conseil fédéral refuse de recevoir la cheffe de l'opposition. (Voir page 9)

IMAGE: Ministère fédéral des Affaires européennes et internationales (Autriche) / Gruber, CC BY 2.0 via Wikimedia Commons

À la faveur d'une fraude électorale généralisée, Alexandre Loukachenko s'est adjugé un sixième mandat. Mais dans son pays comme à l'étranger, on considère que c'est Svetlana qui a remporté l'élection. Le lendemain de la farce électorale, la cheffe de l'opposition est apparue à la télévision d'État. Dans une déclaration forcée, elle a « avoué » sa défaite et fortement déconseillé à ses partisans de participer à des manifestations. Svetlana a ensuite été expulsée du pays. « Dieu préserve quiconque de se trouver un jour devant la même décision que moi », a-t-elle déclaré plus tard. On l'a en effet menacée en lui disant notamment qu'il arriverait malheur à ses enfants et à son mari si elle restait au Bélarus.

L'étouffement de l'opposition et les manipulations électorales éhontées ont poussé des centaines de milliers de personnes à descendre dans la rue. Durant des mois, le pays a connu des manifestations de masse, toujours pacifiques – et une répression féroce qui perdure aujourd'hui. Les fers de lance de l'opposition ont été arrêtés ou ont quitté le pays. Peu à peu, l'opposition s'est faite plus silencieuse. Mais elle n'est de loin pas devenue muette.

5000 plaintes pour torture et mauvais traitements

Il y a un an, on dénombrait au Bélarus quelque 270 détenus considérés comme des prisonniers politiques par les organisations de défense des droits humains, contre 1060 déjà en février 2022 –

et la tendance est à la hausse. Les arrestations sont documentées par Viasna, la plus importante organisation bélarussienne de défense des droits humains, dont les membres sont plus que jamais dans le collimateur du régime de Loukachenko. Les prisonnières et prisonniers politiques actuels viennent de tout le Bélarus. Leurs photos, publiées par Viasna sur son site Internet, montrent bien l'ampleur de la répression : il s'agit de « selfies », de photos de vacances ou encore de souvenirs d'un match de football ou d'une grillade. De photos de personnes qui pourraient être nos amis ou nos voisins. Beaucoup sont des jeunes de vingt à trente ans.

D'autres données de Viasna montrent ce que ces personnes subissent. L'organisation a connaissance d'environ 5000 plaintes pour torture ou autres formes de mauvais traitements – dont plus d'une centaine déposées par des mineurs – auxquelles il n'a pas été donné suite dans les règles. La violence policière et la torture ont même provoqué plusieurs décès. Selon Viasna, les enquêteurs officiels n'ont fourni aucune information sur les fonctionnaires de police suspects ni ne les ont interrogés, en justifiant leur inaction par la « protection de l'honneur, de la dignité et de la réputation »



Le Bélarus est bien plus proche de la Suisse que ce que nous avons tendance à imaginer. Minsk est à une vingtaine d'heures de route de Zurich, soit à peine plus loin que Palerme ou Pristina.

Avec sa superficie d'env. 200 000 km², le pays est cinq fois plus grand que la Suisse.

Il compte actuellement quelque 9,5 millions d'habitants. Selon l'ONU, 1,5 million de Bélarussiens vivent à l'étranger.

CARTE : Unomano, CC BY-SA 3.0
via Wikimedia Commons
(indications des lieux : ACAT-Suisse)



ainsi que par la « garantie de la sécurité » des fonctionnaires de police. Toujours selon Viasna, aucun fonctionnaire de police n'a été inculpé jusqu'à fin 2021, et durant les procès, les « juges » ont complètement ignoré les témoignages des opposants concernant les tortures subies. Viasna elle-même est parvenue à documenter plus de mille cas de torture avant fin 2021. Ses analyses indiquent que « les tortures [investiguées jusque-là] étaient systématiques, largement répandues et organisées par les autorités comme une mesure de répression motivée par des considérations politiques, visant à intimider la société biélorussienne ».

Un « contrat social » entre le peuple et la dictature

Avant la Première Guerre mondiale, le Bélarus actuel a appartenu à la Pologne, à la Lituanie et/ou à la Russie, et aux puissances antérieures. Ce n'est qu'en 1918 qu'on a vu apparaître pour la première fois une entité dont le nom ressemblait à « Bélarus » : la République populaire biélorusse. Celle-ci n'a cependant existé que quelques semaines. En 1919, le territoire est devenu la République socialiste soviétique biélorusse. L'urbanisation et l'industrialisation ont apporté la prospérité ; le désir de voir naître une nation biélorussienne est resté faible. La République de Biélorussie est née en 1991 dans la suite logique de l'effondrement de l'Union soviétique, mais sa gestion politique n'a pas beaucoup évolué. L'adoption d'une nouvelle Constitution en 1994 a permis l'accession au pouvoir d'Alexandre Loukachenko. Un pouvoir qu'il n'a cessé d'étendre depuis.

La population est régulièrement descendue dans la rue pour protester, mais Loukachenko est chaque fois parvenu à réprimer cette opposition, quitte à instaurer par la suite de modestes mesures de libéralisation. Dans son livre « Die Revolution



Blanc-rouge-blanc : les couleurs du mouvement démocratique biélorussien trouvent leur origine dans le drapeau national de la République populaire biélorusse de 1918. Lors de l'indépendance du Bélarus en 1991, le drapeau a été réintroduit jusqu'à ce qu'Alexandre Loukachenko le remplace en 1995 par une variante ressemblant au drapeau de l'époque soviétique.

IMAGE : Jana Shnipelson sur Flickr

hat ein weibliches Gesicht » (La révolution a un visage féminin), l'activiste et chroniqueuse Olga Shparaga parle, pour cette période-là, d'un « contrat social entre l'État et la société ». « La société soutient toutes les décisions du régime tandis que celui-ci, en retour, assure une certaine stabilité sociale. »

Ce « contrat social » s'est définitivement éteint lorsque la pandémie de COVID-19 s'est déclenchée en mars 2020. Comme le régime minimisait cette dernière, la société civile a commencé à s'entraider et à s'organiser elle-même. Une solidarité immense s'est installée. Les réseaux ainsi créés allaient constituer quelques semaines plus tard la base du mouvement de contestation.

Entre messages Telegram et détournement d'avion

La population du Bélarus a toujours trouvé de nouveaux moyens de manifester son opposition, au mépris des difficultés. Mais de son côté, Loukachenko aussi a gagné en créativité. Peu d'incidents – ou plutôt de crimes – l'illustrent mieux que le tristement fameux enlèvement de Roman Protassevitch, jeune journaliste contraint de fuir en Pologne en 2019 déjà, à 24 ans à peine. Il y était rédacteur en chef et présentateur de deux canaux Telegram extrêmement populaires au Bélarus. Telegram est un service de messagerie réputé plus sûr que Whatsapp, par exemple. C'est ainsi que Telegram est devenu une plateforme d'information importante pour l'opposition bélarussienne. Lorsque Loukachenko a tenté d'étouffer les manifestations de rue par des arrestations de masse, les échanges d'informations et l'organisation de l'opposition ont pu se maintenir par voie numérique sur Telegram. Roman Protassevitch a par exemple diffusé des vidéos des violences étatiques et policières perpétrées durant les manifestations de la fin de l'été 2020.



Exhibition publique d'un dissident : le 3 juin 2021, la télévision d'État bélarussienne a diffusé une interview de l'opposant au régime Roman Protassevitch (à gauche sur la photo), alors incarcéré. A cette occasion, il a avoué avoir incité les gens à manifester et a fait l'éloge du dirigeant Loukachenko. Selon les parents de Roman et des experts, il portait clairement des traces de torture.

IMAGE : Belta sur Youtube (capture d'écran)

Un grand risque pour Alexandre Loukachenko. Roman Protassevitch a été déclaré « ennemi d'État ».

Le 23 mai 2021, le régime de Loukachenko est parvenu à organiser un détournement d'avion commenté par les médias du monde entier. L'appareil qui devait ramener Roman d'Athènes à Vilnius a dû atterrir à Minsk sous le prétexte d'une alerte à la bombe. Roman et sa compagne ont été arrêtés. Les médias ont rapporté que l'activiste avait déclaré en tremblant : « Ils vont m'exécuter. » Plus tard, le régime a diffusé une vidéo contenant des aveux forcés de Roman. On pouvait clairement voir des traces de torture sur son visage.

Pas de date d'exécution, pas de sépulture

Les craintes de Roman Protassevitch n'étaient pas exagérées. Le Bélarus est le seul pays d'Europe et d'ex-URSS à maintenir la peine de mort, et ce d'une manière tout à fait sinistre. Ce n'est que peu avant leur exécution que les condamnés à mort apprennent que leur heure est venue ; ils peuvent donc être tués à n'importe quel moment et vivent dans cette crainte en permanence. Souvent, la famille est informée a posteriori seulement et l'endroit où se trouve le corps ou la sépulture ne lui est pas communiqué. Ces faits « s'apparentent à des actes de torture », a souligné un rapporteur spécial de l'ONU en 2018.

En septembre 2020, l'ACAT-Suisse espérait un changement et a demandé au Bélarus l'introduction d'un moratoire sur la peine de mort ainsi que la commutation de la peine des frères Kostseu, condamnés à mort pour un meurtre commis lorsqu'ils étaient mineurs. En avril 2021, la peine de ces deux jeunes hommes a été commuée en emprisonnement à vie. Le changement politique, lui, se fait encore attendre, de même que les réformes concernant la peine capitale.

Des personnes utilisées comme des pions

Un autre exemple mondialement connu de l'absence radicale de scrupules de Loukachenko est l'instrumentalisation des réfugiés du Proche-Orient, attirés au Bélarus à partir du mois de juin 2021. Le régime les a ensuite guidés jusqu'aux frontières avec la Lituanie, la Lettonie et la Pologne en leur enjoignant de pénétrer dans l'UE. Tels des pions, ces personnes étaient destinées à mettre l'Union en échec, ou du moins à déclencher une nouvelle « crise migratoire » et à faire monter la pression. C'est que le Bélarus espérait un assouplissement des sanctions prononcées à son encontre par l'UE. Au lieu de cela, certains des pays de l'Union concernés ont réagi par des violations des droits humains en refusant l'accueil à ces réfugiés et en les refoulant, et se sont

renfermés sur eux-mêmes. Pendant ce temps, des milliers de réfugiés attendaient dans les bois près de la frontière, dans des conditions effroyables ; au moins 21 d'entre eux y ont trouvé la mort, souvent par hypothermie. Des centaines de personnes sont toujours logées dans des entrepôts. On ignore combien se trouvent encore dans les forêts. Du côté du Bélarus comme de l'UE, le manque de transparence est flagrant.

Une « collaboration » entre l'opposant et le régime

Le cynisme éhonté du régime ne s'arrête pas là. Le 24 janvier 2022, un étrange « direct » a été diffusé sur une chaîne YouTube pro-Loukachenko, lors duquel un Roman Protassevitch vif et presque détendu a annoncé qu'il travaillait désormais avec les autorités – et leur apportait son aide sur des questions de droits humains. Par exemple dans les enquêtes sur les violences perpétrées par les forces de sécurité polonaises à l'encontre de migrants à la frontière. Aux questions du public, Roman a fourni des réponses comme : « Je ne suis pas compétent pour parler de fraude électorale. [...] Sur un tel sujet [...] il faut laisser la parole aux personnes qui peuvent appuyer leurs dires par des documents et des faits. » Et de raconter qu'il n'avait plus vraiment suivi les actualités ces derniers mois afin de prendre de la distance avec les mauvaises nouvelles. À la question de savoir s'il souhaitait vivre de nouveau à l'étranger, par exemple en Pologne, il a répondu : « Je ne saurais que faire là-bas. Ma patrie, c'est le Bélarus. » Ce n'est de loin pas la première fois que Loukachenko fait pression sur l'un de ses critiques pour l'exhiber ensuite ; Roman n'a d'autre choix que de se prêter à ce jeu terrible. Il est difficile de savoir dans quelle situation l'opposant se trouve exactement aujourd'hui. Notons que cette vidéo a totalement échappé à l'attention de la communauté internationale : la répression au Bélarus ne fait plus les gros titres.

La Suisse réagit avec hésitation

Comme si souvent lorsqu'il s'agit de questions relatives aux droits humains, la Suisse réagit avec hésitation. Le Conseil fédéral refuse de rencontrer Svetlana Tikhanovskaïa, alors que de nombreux autres pays démocratiques la reçoivent au plus haut niveau.



Les chaînes de télévision étatiques biélorusses diffusent de fausses informations, exhibent des opposants au régime ou les menacent même de mort. Une machine de propagande cofinancée par des entreprises des pays occidentaux avec des spots publicitaires.

→ Infos : [ww.lphr.org](http://www.lphr.org)

IMAGE : Libereco – Partnership for Human Rights

Il n'est pas non plus question pour le Conseil fédéral de durcir les sanctions à l'encontre du Bélarus.

Natallia Hersche, binationale helvético-bélarussienne, a passé dix-sept mois dans les prisons du Bélarus avant que le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) ne parvienne à la faire libérer. Hersche avait été arrêtée lors des manifestations à la fin de l'été 2020. Sa libération, le 18 février 2022, est une merveilleuse nouvelle. Mais pourquoi a-t-elle dû attendre si longtemps ? Le conseiller fédéral Ignazio Cassis aurait-il pu faire davantage ? En janvier 2022 encore, une large alliance de femmes, dont la secrétaire générale de l'ACAT-Suisse Bettina Ryser Ndeye, avait demandé à Cassis d'agir plus fermement, notamment en faisant référence aux conditions d'hygiène catastrophiques et au manque, voire à l'inexistence de soins médicaux dans les prisons biélorusses.

Au moment de clore la rédaction de cet article, on ne sait pas quel rôle la nouvelle ambassadrice de Suisse à Minsk a joué dans la libération de Hersche. Avec l'envoi par le DFAE d'une nouvelle ambassadrice à Minsk et avec la présentation des lettres de créance de cette dernière à Loukachenko, le DFAE avait espéré avoir de meilleures chances d'obtenir une libération. Une gifle pour tous les prisonniers et prisonnières politiques au Bélarus, de l'avis des membres de l'op-



Natallia Hersche lors de son arrivée à Zurich le 18 février 2022.

IMAGE : Campax

position. Pour eux, laisser Loukachenko accréditer une ambassadrice équivaut à reconnaître son statut de président.

L'économie, elle aussi, devrait prendre les droits humains plus au sérieux. De nombreuses entreprises occidentales comme Mars, Procter & Gamble et Sanofi font de la publicité à la télévision d'État bélarussienne, porte-parole du régime de Loukachenko. Un soutien financier bienvenu pour la propagande étatique. Mais suite à la pression exercée publiquement par l'organisation de défense des droits humains Libereco, des entreprises comme Henkel, JYSK, Nestlé ou Sandoz ne diffusent plus, depuis 2022, de publicité à la télévision d'État assurant la propagande de Loukachenko.

« Gardez le Bélarus dans vos priorités »

Au moment où nous clôturons ce dossier, le résultat du référendum constitutionnel du 27 février 2022, qui devrait conférer encore plus de pouvoir à Loukachenko, n'est pas tombé. Il n'y a rien à en attendre, si ce n'est une triste mascarade de plus. Il est d'autant plus important que la résistance se maintienne, y compris chez nous. Fin janvier 2022, Svetlana Tikhanovskaïa a posté un message vidéo poignant [sur Twitter](#) : « Nous sommes tous assez forts pour restaurer l'État de droit et libérer tous les innocents. Gardez le Bélarus dans vos priorités. Parlez haut et fort de cette crise politique touchant les droits humains et du courage des Bélarussiens. Continuez d'aider les prisonniers politiques jusqu'à ce qu'ils soient tous libérés. Restez solidaires avec le Bélarus ! »



Vous trouverez cette campagne en ligne ou à télécharger (PDF) sur :

www.acat.ch



Ensemble pour les droits humains

Aidez l'ACAT-Suisse dans son engagement pour la dignité et la liberté du peuple bélarussien. Votre don nous aidera à faire connaître et à combattre les injustices que nous dénonçons. Nous vous en remercions !

ACAT-Suisse ● Speichergasse 29 ● CH-3011 Berne ● www.acat.ch

Vous avez des questions ? Nous sommes là pour vous aider :

info@acat.ch ou +41 (0)31 312 20 44

Compte bancaire :

IBAN : CH16 0900 0000 1203 9693 7 ou CCP : 12-39693-7

Modèle d'annonce de collecte pour votre Église ou votre paroisse :

→ Voir www.acat.ch > Agir > Campagnes > Vendredi saint

AGISSEZ



Votre aide pour un Bélarus libre

Signez notre pétition en faveur de deux Bélarussiens emprisonnés : l'un pour appartenance à un syndicat ... et l'autre pour s'être promené au mauvais moment. Leur histoire est représentative de milliers d'autres.



IMAGES : Viasna

Le chauffeur de taxi **Viachaslau Rahashchuk** a été condamné à six ans de colonie pénitentiaire. Des officiers de police l'avaient arrêté le 10 août 2020 alors qu'il se promenait avec sa sœur et le fils de 12 ans de celle-ci dans la ville de Pinsk. Pendant sa détention, Viachaslau Rahashchuk a été maltraité et torturé. De graves problèmes de santé en ont résulté. Il a besoin d'un traitement médical de toute urgence. Mais jusqu'à présent, il n'a pas pu en bénéficier.

Aliaksandr Kazlianka est un militant et membre du Syndicat libre de Brest. Il est actuellement détenu dans un centre de détention provisoire dans des conditions très sévères. L'un des chefs d'accusation est lié à un barrage routier érigé en 2018 contre une nouvelle usine. Kazlianka n'a cependant pas participé à cette action de protestation.



Commandez des feuilles de pétition supplémentaires auprès du Secrétariat (adresse voir page 16), ou signez ou téléchargez la pétition en ligne :

www.acat.ch > Agir > Campagnes > Vendredi saint



Dans notre pétition, nous appelons le Procureur général du Bélarus, Andrey Shved, à libérer les deux hommes, à ordonner une enquête sur les allégations de torture de Viachaslau Rahashchuk et, plus généralement, à libérer les prisonniers politiques.

Délai d'intervention : 10 mai 2022, renvoi à l'ACAT-Suisse



Anniversaire en prison : une journée difficile

**Envoyez des cartes d'anniversaire
aux prisonniers et prisonnières politiques !**

Les prisonniers et prisonnières politiques du Bélarus vivent leur anniversaire comme une journée pesante. Au lieu de pouvoir faire la fête avec leurs amis et leur famille, ils crouissent injustement en prison, souvent dans des conditions très pénibles. Pour cette raison, l'organisation « Libereco – Partnership for Human Rights » a lancé, en collaboration avec l'organisation Viasna, qui défend les droits humains au Bélarus, une action « cartes d'anniversaire ».

Vous trouverez les adresses des détenu.e.s ayant leur anniversaire durant ce mois et le prochain sur le site de Libereco :



www.lphr.org

→ À la fin de ce lien, vous trouverez des instructions pour cette action « cartes d'anniversaire ».



**Vous aussi, montrez votre solidarité
envers les détenu.e.s du Bélarus !**



NOUVEAU :
les cartes de correspondance de l'ACAT

Disponibles dès maintenant pour ce projet de correspondance ou d'autres auprès du Secrétariat de l'ACAT-Suisse :

les cartes de l'ACAT !

→ Plus d'infos à la page 16 (dernière page)



« Easter Triptychon »
de Polina Soloveichik
dans l'église Genezareth de
Berlin-Neukölln.

OEUVRE ET IMAGE :
© Polina Soloveichik



MÉDITATION

L'esprit des saintes pour notre temps

Les représentations de saint.e.s portent toujours la marque de leur époque. Il en va également ainsi du triptyque de Polina Soloveichik, peint pour l'église Genezareth de Berlin-Neukölln à l'occasion de la fête de Pâques 2021. Le Bélarus était alors déjà secoué par une répression persistante des forces pacifiques de l'opposition, avec vagues d'arrestations et même torture. Dans ce pays, la résistance non violente reste essentiellement portée par des femmes. Une réalité à laquelle renvoie ce triptyque figurant trois femmes fortes : Marie, Anne et Marie Madeleine.

Contrairement à ce que l'on observe sur de nombreuses représentations

de saint.e.s, ces femmes ne regardent pas avec déférence vers le Ciel ou avec préoccupation vers la Terre. Avec assurance, elles tiennent leur place entre les deux, la tête à la hauteur des nuages. Elles portent de longues robes sans manches qui laissent apparaître leurs bras nus et musclés.

Dans toute leur vigueur, elles sont debout devant un fond doré où l'on voit le soleil, des éclairs et un arc-en-ciel reliant les trois parties.

Marie, mère de Jésus, se tient au centre, les yeux fermés. Elle est plongée en elle-même mais ses bras sont résolument levés vers le ciel comme si elle transmettait un message d'un autre monde. Derrière ses oreilles, des mégaphones



Ce texte est repris de la **brochure « Fürbitte für Bedrängte und Verfolgte, Sonntag Reminiszere, 13. März 2022. Im Fokus: Belarus. »** de l'Église Évangélique en Allemagne. La brochure peut être téléchargée sur www.ekd.de.

font l'effet de parures dans ses cheveux. Ils nous rappellent ces jours-ci Maria Kolesnikova, l'une des cheffes de l'opposition au Bélarus : cette musicienne a troqué sa flûte contre un mégaphone pour s'exprimer lors de manifestations, comme le montrent des photos de presse qui ont fait le tour du monde. Le 7 septembre 2020, Maria a été enlevée par le service de renseignements à Minsk, puis emprisonnée malgré l'indignation internationale. Écouter sa voix intérieure et se faire entendre pour la justice et les droits humains sont deux choses qui vont de pair.

À droite du triptyque, Marie Madeleine est la plus jeune des trois femmes. Elle a été le premier témoin de la Résurrection, d'où son titre d'« apôtre des apôtres » (« apostola apostolorum »). Chargée de raconter la Résurrection aux autres disciples, elle a commencé

par se heurter à leur incrédulité. Une légende des Églises d'Orient raconte qu'elle a pris l'exemple d'un œuf, qui semble mort mais donne la vie ; selon un autre récit, l'œuf est miraculeusement devenu rouge après son annonce. Comme Anne, représentée de l'autre côté du triptyque, Marie Madeleine porte des lys blancs. Ces fleurs sont typiquement mariales, mais ici les deux autres saintes les portent pour Marie, dont les mains doivent rester vides.

Quand on pense aux événements intervenus au Bélarus, ces lys évoquent les manifestantes, souvent vêtues de rouge et de blanc, bouquet à la main, qui ont offert des fleurs aux membres des forces de sécurité ou en ont déposé à leurs pieds.

Avec ses longs cheveux blancs, Anne, mère de Marie et grand-mère de Jésus, se tient sur le côté gauche. Elle regarde celles et ceux qui la contemplant et semble en paix avec elle-même, pleine de sagesse, au fait des choses de l'existence.

Sur ces images, des symboles de l'icôgraphie chrétienne rejoignent des symboles et des thématiques de notre temps. Pour beaucoup de personnes, il y a là une affirmation de la beauté, du sens de la communauté et de l'émancipation. Lorsqu'au jour du Vendredi saint, nous contemplons ce triptyque de Polina Soloveichik et portons dans nos prières la souffrance des Bélarussien.e.s persécuté.e.s, nous aussi, pour notre solidarité et nos actions, nous sommes nourris par l'espérance de la Résurrection.

Lioba Diez (www.spiritandsoul.org)

(Premier et dernier paragraphe modifiés par l'ACAT)

Seigneur,

Sois clément et miséricordieux !
Tiens-toi au côté des personnes
qui risquent leur vie pour un changement pacifique.



Ô notre Dieu, nous crions vers toi.

Entends notre appel !

Donne-nous courage et endurance
afin que nous œuvrions pour la justice et la paix
par nos prières et par nos actes.

Sois clément et miséricordieux avec nous tous !

Inspiré de la « Gebet nach Psalm 25 » d'Enno Haaks, tirée de la brochure
« Fürbitte für Bedrängte und Verfolgte. Sonntag Reminiszere, 13. März 2022. Im Fokus: Belarus »
de l'Église Évangélique en Allemagne.



Les nouvelles cartes de correspondance de l'ACAT-Suisse

La carte de correspondance de l'ACAT-Suisse est désormais disponible auprès du Secrétariat.

Nous vous envoyons volontiers gratuitement jusqu'à 15 exemplaires (format A6).

→ à commander sous info@acat.ch



ACAT-Suisse
Speichergasse 29 • CH-3011 Berne
+41 (0)31 312 20 44

info@acat.ch • www.acat.ch

[f](https://www.facebook.com/ACATSuisse) ACATSuisse [@](https://www.instagram.com/acat_ch) acat_ch [t](https://twitter.com/acat_ch) acat_ch

CCP : 12-39693-7 • IBAN : CH 16 0900 0000 1203 9693 7

[acat.ch](http://www.acat.ch)



Votre don en
bonnes mains.